



HAL
open science

A la conquête de la présidence de la République : pour une analyse territorialisée de l'électorat de Nicolas Sarkozy dans le département de l'Isère.

Jessica Sainty

► To cite this version:

Jessica Sainty. A la conquête de la présidence de la République : pour une analyse territorialisée de l'électorat de Nicolas Sarkozy dans le département de l'Isère.. Congresso nazionale della Società italiana di Scienze Politiche, Sep 2007, Catania, Italie. halshs-00379373

HAL Id: halshs-00379373

<https://shs.hal.science/halshs-00379373>

Submitted on 28 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congrès SISP Catania septembre 2007

Panel fuori sezione

Elezioni francesi 2007

Session ?

Jessica SAINTY (doctorante PACTE)

jesssainty@hotmail.com

<p>A la conquête de la Présidence de la République : Pour une analyse territorialisée de l'électorat de Nicolas Sarkozy en Isère.</p>

Version provisoire. Ne pas citer.

L'élection présidentielle française est le temps fort de la vie politique française en ce qu'elle est définie comme essentielle par les acteurs politiques les plus légitimes en permettant aux électeurs de choisir les grandes orientations politiques et idéologiques qu'ils souhaitent voir mises en œuvre pour les cinq années à venir. L'élection du Président au suffrage universel et les évolutions politiques tout au long de la V^{ème} République ont induit une bipolarisation croissante de la vie politique française. Le Président est donc élu sur un programme et des propositions qui doivent rassembler bien au-delà de son propre camp, s'il veut pouvoir compter sur une solide majorité pour gouverner ensuite. Cependant, dans « cette rencontre entre un homme et le pays » pour reprendre l'expression consacrée, plus le soutien au Président est large, plus les demandes seront hétérogènes, voire incompatibles ou contradictoires, et plus le Président est de fait contraint à un grand écart parfois périlleux et sans doute difficilement tenable sur le long terme. Ainsi, des attentes trop contradictoires au sein de l'électorat peuvent conduire à des tensions idéologiques fortes que le système aura du mal à absorber¹. Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy est largement élu, avec 53% des

¹ Par exemple, en 1995, Jacques Chirac, élu au printemps sur un programme de réduction de la « fracture sociale », est mis dès l'automne en difficulté par la politique de réformes, menée par son Premier Ministre, Alain Juppé. Ces dernières, et notamment celle de la Sécurité Sociale, sont immédiatement perçues comme étant à l'opposé exact de ce programme. Ceci entraînera un fort mécontentement et un vaste mouvement social, puis un affaiblissement du gouvernement et du Président, qui fera chuté leur « côte de popularité » à des niveaux historiquement bas sous la V^{ème} République.

voix, sur un programme qui semble être apparu comme précis à l'électorat, un programme de réformes et de propositions en matière d'emploi, de lutte contre le chômage, de protection vis-à-vis des risques de la mondialisation, de sécurité et d'immigration. A l'inverse, les commentateurs n'ont cessé de souligner le « flou » des propositions de sa rivale socialiste, et se sont accordés sur la clarté des propositions du candidat de l'UMP, cela tout particulièrement à la suite du débat de l'entre-deux tours entre les finalistes.

Pourtant, l'analyse électorale montre que Nicolas Sarkozy a bénéficié de la bipolarisation en cours du système politique français² pour atténuer les divergences et donc rassembler autour du noyau de la droite parlementaire modérée et libérale au plan économique, des électorats des plus variés allant d'une minorité du centre gauche à une large partie de l'électorat autoritaire et nationaliste du Front National. La compréhension du système politique et institutionnel français nécessite de s'attarder sur un acteur très particulier : l'électeur. Bien souvent, les électeurs ne sont que peu intéressés³ par la vie politique, et pourtant, ce sont eux qui portent la responsabilité du choix de l'orientation politique, au moins patente, du pays, tout comme ce sont aussi eux qui contribuent à la création des perturbations du système de par les demandes contradictoires qu'ils émettent. Si l'on considère l'électeur comme plus ou moins rationnel dans les choix qu'il effectue, la notion de « bonnes raisons »⁴ nous semble particulièrement adaptée à la situation de l'élection, notamment présidentielles. Fréquemment, les électeurs, ne trouvant aucun candidat en exacte adéquation avec leurs opinions et préoccupations, apportent donc leur suffrage au candidat qu'ils jugent le moins pire ou le moins éloigné de leur intérêt.

Lors d'une élection présidentielle, les électeurs doivent s'accorder sur une candidature, sur un discours, donnant une image trompeuse d'unité, au moins de la majorité de la population. Cependant, derrière une harmonie de façade, se cache un électorat hétéroclite, chacun ayant son propre vécu, son propre système de valeurs et de représentations. Cette diversité des électeurs et donc de leurs perceptions du candidat induit une résonance non uniforme du discours : tous ne verront pas le même intérêt à voter pour

² Florence Haegel souligne dans ses commentaires post-électorales que la France semble s'acheminer vers le bipartisme (cf. aussi Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, PFNSP, 2007).

³ Le désintérêt des Français pour la politique est un grand classique des résultats de sondage. Par exemple, lors la deuxième vague de l'enquête FJP, réalisée à une semaine du premier tour de l'élection présidentielle, encore 46,9% des personnes interrogées se déclarent peu ou pas du tout intéressées par la politique.

⁴ « La notion de *bonnes raisons* caractérise les situations où un sujet accepte une conclusion parce qu'il ne parvient pas à trouver un système de raisons supérieur à celui qui conduit à la conclusion en question et où il éprouve en même temps un sentiment intuitif de doute sur la validité de ce système. Dans certains cas, cela peut provoquer chez lui une attitude de recherche de raisons meilleures. Dans d'autres cas, par exemple si cela s'arrange, il vivra avec son doute » cité in Raymond BOUDON, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003, p.139.

lui, son discours ne stimulera pas tous les électeurs pour les raisons ni n'aura le même sens pour tous. En somme, chacun interprétera le discours du candidat de façon différente, le rapportant à son histoire personnelle, le faisant coïncider avec sa propre logique et ses propres intérêts. Ainsi, les demandes et les attentes issues de l'électorat de Nicolas Sarkozy seront potentiellement hétérogènes, voire créatrices de tensions. Demandes et attentes ne font pas tout à fait écho aux mêmes motivations des électeurs : la demande peut être la même mais les attentes, les raisons de cette demande, diffèrent. Par exemple, derrière la demande de revalorisation du travail, largement développée dans le programme du candidat de l'UMP, les attentes divergent, les uns souhaitant plus de liberté d'entreprendre, les autres une meilleure garantie de leur niveau de vie. Dans cette perspective, s'il est encore trop tôt pour préjuger de ce que seront les demandes de l'électorat sarkozyste au cours des cinq années à venir, il est d'ores et déjà possible de mettre en lumière quelques failles existantes en son sein.

Une équipe du laboratoire PACTE de l'IEP de Grenoble a saisi l'occasion offerte par l'élection présidentielle de 2007 pour mettre en place un projet de recherche original portant sur la formation des opinions politiques des électeurs français qui conduisent aux choix électoraux. Le programme « Formation du Jugement Politique » (FJP) est dirigé par Bernard Denni, professeur à l'IEP de Grenoble, spécialiste des questions d'opinion publique, associé à Jacques Gerstlé (Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne), spécialiste de communication politique. Il est financé conjointement par le CNRS, la Région Rhône-Alpes et la Préfecture de l'Isère, il mobilise une équipe d'une trentaine de chercheurs grenoblois ainsi qu'une équipe parisienne. La principale hypothèse à la base du programme FJP est l'importance du « contexte local » de l'électeur, de son environnement social quotidien, dans la construction et l'articulation des opinions et choix politiques qui sont effectués par les électeurs. Le milieu de vie et le contexte local contribuent à la construction quotidienne des perceptions du monde développées par les individus et sur lesquelles ils fondent leur jugement sur la sphère publique en général, et sur la politique en particulier. Les contextes locaux, qu'ils soient sociaux, économiques ou politiques influent sur le vote des électeurs : la structure sociodémographique d'un territoire, son activité économique ou les politiques publiques qui y sont mises en place ont un effet sur les opinions politiques des individus. Le dispositif est basé sur une solide étude de terrain s'articulant autour de trois axes :

- un axe quantitatif avec la réalisation de deux sondages sur des échantillons de plus de 1000 électeurs⁵ chacun, sélectionnés selon la méthode des quotas. Le premier

⁵ Par électeurs, nous entendons toutes les personnes âgées de 18 ans et plus et inscrites sur les listes électorales de leur commune ou d'une autre.

sondage a eu lieu en février et le deuxième en avril, la semaine précédent le premier tour ;

- un axe qualitatif avec la conduite d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs auprès de personnes en mars 2007, en recherchant la diversité des électeurs ;
- un axe média avec le suivi de la campagne au travers de la presse papier, des informations télévisées, de nombreux sites Internet au niveau national comme au niveau local depuis le début du mois de janvier 2007.

Pour la mise en œuvre du projet quatre points d'enquête ont été sélectionnés dans le département de l'Isère⁶ : trois cantons⁷ et une commune. Ces territoires ont été choisis en fonction de critères méthodologiques permettant la comparaison des données (électorales et de contexte) dans le temps, mais aussi de façon à ce qu'ils présentent une forte homogénéité interne et une importante variance entre eux sur le plan de la composition sociodémographique, de la tradition politique et de la situation économique. Une attention particulière a été accordée au repérage de territoires possédant une identité collective suffisamment marquée, une situation économique commune, bénéficiant des mêmes politiques publiques (ou en étant exclus),

Parmi ces territoires, deux s'opposent à tout point de vue : par leur sociologie, par leurs votes aux précédents scrutins, et par les attitudes sociales de leurs électeurs. D'un côté, le canton de Saint-Ismier situé dans la banlieue résidentielle de Grenoble (22% de cadres supérieurs) et favorable au TCE⁸ s'oppose au canton de Pont-de-Chéruy situé dans le Nord Isère, à proximité de la métropole lyonnaise (22% d'ouvriers d'industrie) et fortement hostile au TCE. Pourtant, ces territoires que tout oppose ont, tous deux, donné une très forte majorité à Nicolas Sarkozy⁹. En focalisant l'analyse sur ces deux territoires, il est possible de montrer le caractère très hétérogène de l'électorat de N. Sarkozy, non seulement en termes de composition sociologique, mais de perception des enjeux, du projet pour la société française et les modalités de son insertion dans l'UE et la mondialisation.

⁶ L'Isère est un département du sud-est de la France, située dans les Alpes, avec une tradition politique plutôt de gauche. C'est un département avec des situations socio-économiques très variées, allant du dynamisme de l'agglomération grenobloise, tournée vers les nouvelles technologies et la recherche, au dépérissement des zones rurales, durement touchées par la fermeture des industries minières.

⁷ Le canton est un découpage territorial, créé en 1789, et est un niveau intermédiaire entre l'arrondissement et la commune. Il sert de cadre aux élections des conseillers généraux.

⁸ TCE : Traité constitutionnel européen

⁹ Les cantons de Saint-Ismier et de Pont-de-Chéruy ont voté respectivement à 60,3% et à 60,1% pour Nicolas Sarkozy au 2nd tour de l'élection présidentielle de 2007. Le canton de Villard-de-Lans a voté à 57,6% pour Nicolas Sarkozy tandis qu'Echirolles plaçait Ségolène Royal en tête avec 57,8% des suffrages exprimés.

A partir de ce cas d'école, et en nous appuyant sur les réponses aux questionnaires et sur les entretiens, il est possible d'analyser les discours tenus par les différents types d'électeurs de Nicolas Sarkozy, qu'ils soient issus de milieux aisés, appartiennent à la droite modérée ou au centre et soient favorables à l'UE, ou qu'ils soient ouvriers ou employés dans l'industrie, vivent dans des communes qui votent depuis plusieurs années pour l'extrême droite et aient rejeté à une très forte majorité le TCE. Dans le cadre de cette communication, nous utilisons essentiellement l'enquête qualitative et les entretiens semidirectifs, les données issues de l'enquête quantitative ne nous servant qu'à illustrer notre propos¹⁰. Parmi les 44 entretiens réalisés pendant l'enquête FJP, nous en avons retenu 13 pour ce travail. Le critère de sélection de ces 13 entretiens a été le vote annoncé ou fort probable pour Nicolas Sarkozy. Ainsi, six enquêtés se sont déclarés sûrs ou presque de voter pour Nicolas Sarkozy, un hésite entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal et François Bayrou, deux hésitent entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, deux hésitent entre François Bayrou et Nicolas Sarkozy et les deux derniers hésitent entre Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen (pour lequel ils ont déjà voté en 2002).

Les électeurs, qui ont choisi Nicolas Sarkozy, n'ont *a priori* rien en commun : ils ne partagent pas les mêmes conditions socio-économiques, ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes au niveau local, ont des « parcours de vote » parfois diamétralement opposés. Pourtant malgré cette hétérogénéité, ils se sont accordés sur une candidature. La présente communication cherchera à mettre en évidence les différentes attentes au sein de l'électorat de Nicolas Sarkozy, attentes qui seront celles que devra satisfaire Nicolas Sarkozy au cours de son mandat s'il souhaite continuer à profiter du large soutien qu'il a obtenu en mai 2007.

¹⁰ Pour une première exploitation des résultats des deux sondages conduits en février et en avril dans les quatre zones de l'enquête, voir Stéphanie Abrial, Bernard Denni, « Les raisons du vote au prisme de l'environnement social et de la vie quotidienne de l'électeur », Communication au Congrès de l'AFSP 2007, Table Ronde n°2.

Voir également les rapports scientifiques réalisés pour la Préfecture de l'Isère :

- Denni Bernard (dir.), Roux Guillaume, Brachet Claire, Sainty Jessica, Salomon Annie-Claude *Formation du jugement politique. Rapport pour la Préfecture de l'Isère – Vague 1*, CNRS – PACTE – IEP Grenoble, 19/03/07.
- Denni Bernard (dir.), Caillot Philippe, Moine Michèle, Roux Guillaume, Sainty Jessica, Salomon Annie-Claude, *Formation du jugement politique. Rapport pour la Préfecture de l'Isère – Vague 2*, CNRS – PACTE – IEP Grenoble, 30/04/07.

1. Quatre territoires en Isère

Le canton de Saint-Ismier fait partie de l'agglomération grenobloise, il est composé de cinq petites communes : Bernin, Biviers, Montbonnot-Saint-Martin, Saint-Ismier et Saint-Nazaire-les-Eymes, toutes connues pour accueillir une grande partie des cadres supérieurs¹¹ de la région grenobloise et régulièrement classées dans le palmarès des communes les plus riches de France¹² ou des habitants aux plus hauts revenus¹³. Ce canton, encore très rural il y a une quinzaine d'années, a vu sa population augmenter de façon exponentielle avec le « boom » des nouvelles technologies (micro et nano essentiellement) : installation d'un important site de production par le leader mondial SOITEC de la fabrication de plaques SOI¹⁴ à Bernin, en partenariat avec l'un de ses principaux clients ST Microelectronics, un des leaders mondiaux de la fabrication de composants microélectroniques, installé 200 mètres plus loin sur la commune de Crolles, qui emploie près de 3000 personnes sur deux sites dont un spécialisé en recherche et développement. De nombreuses autres industries de pointe se sont également installées récemment dans le secteur, conduisant à une forte croissance de l'urbanisation dans la vallée du Grésivaudan (réseau routier et autoroutier, lotissements pavillonnaires, centres commerciaux, équipements publics...). Ainsi, le canton a vu sa population augmenter de 18% entre 1990 et 1999 (chiffres INSEE) et est de plus en plus intégré à l'agglomération grenobloise.

Ensuite vient le canton de Villard-de-Lans, situé sur le plateau du Vercors, massif montagneux fermant la vallée de Grenoble à l'Ouest avec les communes d'Autrans, de Corrençon-en-Vercors, d'Engins, de Lans-en-Vercors, de Méaudre, de Saint-Nizier-du-Moucherotte et de Villard-de-Lans. Le plateau du Vercors a lui aussi une importante croissance démographique au cours des années 1990 : 21% d'augmentation de population entre 1990 et 1999 (chiffres INSEE). Ce n'est pas ici l'explosion des nouvelles technologies qui a contribué au développement du plateau mais l'arrivée massive de nouveaux habitants, fuyant l'ascension vertigineuse des prix de l'immobilier et la pollution croissante dans la région grenobloise et à la recherche d'un cadre de vie plus tranquille. Bien qu'une bonne partie des nouveaux venus ne travaillent pas sur le plateau, leur installation a tout de même permis une redynamisation de ce territoire, avant essentiellement tourné vers les sports d'hiver et les activités touristiques rattachées.

¹¹ En 1999, l'INSEE a recensé 21% de cadres supérieurs dans le canton de Saint-Ismier.

¹² L'internaute

¹³ L'Express, 28/06/07

¹⁴ Les plaques SOI (silicium sur isolant) sont les composants de base de toutes les puces microélectroniques actuelles qui équipent nos ordinateurs, télévisions, téléphones portables, voitures...

Le troisième terrain d'enquête est la ville d'Echirolles (partagée entre deux cantons), au sud de Grenoble et faisant partie de la ceinture des banlieues rouges de Grenoble. Dirigée depuis la Libération par un maire communiste, on y trouve des grands ensembles, hérités des Jeux Olympiques et des tentatives architecturales réalisées dans l'agglomération à partir des années 1960, qui ont accueilli les nombreux immigrés venus d'Afrique du Nord et du sud de l'Europe pour travailler dans la région. Depuis l'installation des premières industries hydroélectriques, la ville a toujours abrité de nombreuses activités industrielles, qui sont cependant en constante diminution face aux activités du secteur tertiaire, entraînant le déplacement des ouvriers du secteur industriel vers le secteur tertiaire. La commune regroupe une grande diversité de situations socioéconomiques, des populations connaissant de grandes difficultés socio-économiques logée dans les « barres » aux classes moyennes et supérieures, préférant les zones pavillonnaires ou les nouvelles constructions du centre-ville d'Echirolles.

Enfin, notre dernière zone d'observation est le canton de Pont-de-Chéruy, regroupant les communes d'Anthon, de Charvieu-Chavagneux, de Chavanoz, de Janneyrias, de Pont-de-Chéruy et de Villette d'Anthon. C'est un territoire périphérique du Nord-Isère, bien plus proche de Lyon que de Grenoble, et donc situé dans la zone d'attraction de la métropole lyonnaise. Tout comme la commune d'Echirolles, le canton de Pont-de-Chéruy, avec l'industrialisation et le développement des usines de tréfilerie, a accueilli de nombreux immigrés venus y travailler. Aujourd'hui encore le canton de Pont-de-Chéruy est le canton le plus ouvrier de l'Isère avec près de 25% d'ouvriers. Cependant, à l'inverse d'Echirolles, la forte proportion d'ouvriers n'a jamais fait de ce canton un fief de la gauche, ni socialiste, ni communiste : le canton a toujours été un bastion de la droite, catholique d'abord, puis à partir des années 1980 de la droite autoritaire, sécuritaire et xénophobe, emmenée par Jean-Marie Le Pen¹⁵.

Les quatre zones d'observation sélectionnées pour le programme FJP reflètent chacune une réalité socio-économique bien différente. Si les cantons de Villard-de-Lans et Saint-Ismier apparaissent comme des territoires privilégiés avec une forte présence des classes sociales les plus aisées, les deux autres points d'observation sont, eux, beaucoup plus défavorisés. Les résultats obtenus dans les deux sondages réalisés confirment bien les différences sur lesquelles nous avons fondé notre choix *a priori*. En effet, une opposition se dessine nettement entre les territoires : d'un côté, les cantons de Saint-Ismier et Villard-de-

¹⁵ Aux élections présidentielles de 2002, les candidats de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret ont réuni 31,8% des voix. A celles de 2007, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers, malgré un net recul de l'extrême droite, ont tout de même recueilli 17,85% des voix.

Lans qui sont des zones assez épargnées par différents problèmes (dégradations des équipements publics, sentiment d'insécurité...) et en même temps avec des habitants qui présentent un optimisme dans l'avenir majeur et des relations interpersonnelles beaucoup plus apaisées. A l'inverse, dans les deux autres territoires sélectionnés où règne un climat de détérioration sociale clairement marqué, les individus se montrent relativement pessimistes à l'égard de l'avenir.

Tableau 1 : Tableau synthétique des indicateurs socio-économiques (chiffres INSEE et Ministère de l'Intérieur)

Cantons	Pop.	Evo. Pop. 90-99	Inscrit > Bac 99 2007	Ouvriers	Employés	Prof. Interm	Cadre s Sup.	Chômage	
St-Ismier	17400	+17%	14452	62%	4%	9,5%	14%	21%	6,2%
Villard-de-Lans	10000	+21%	9149	42%	11%	18,3%	16,4%	7,7%	6,8%
Echirolles	32800	-4,7%	20218	31%	15,3%	20,3%	13,5%	5,8%	17%
Pont-de-Chéruy	24400	+1,8%	15206	22%	24,5%	14,5%	12,4%	3,3%	13%
<i>Isère</i>	<i>109400</i> <i>0</i>	<i>7,7%</i>	<i>78416</i> <i>3</i>	<i>33%</i>	<i>15,3%</i>	<i>15,3%</i>	<i>13,6%</i>	<i>7,4%</i>	<i>11,4%</i>

Tableau 2 : Résultats du sondage FJP avril dans les 4 zones. Différences de perception dans les 4 zones.

Confiance / inquiétude		Saint-Ismier	Villard-de-Lans	Echirolles	Pont-de-Chéruy
On peut faire confiance à la plupart des gens		40.9%	26.5%	23%	11%
Evolution des revenus personnels ou ceux de votre foyer	<i>Très confiant / Plutôt confiant</i>	56.1%	43.4%	31.5%	35.9%
Evolution de la situation	<i>Très confiant /</i>	29.3%	23.9%	14%	22.5%

économique de la France	<i>plutôt confiant</i>				
Tout bien considéré, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout de la vie que vous menez en ce moment ?	<i>Très satisfait/ plutôt satisfait</i>	86.5%	88.1%	67.9%	76.0%
Perception environnement proche		Saint-Ismier	Villard-de-Lans	Echirolles	Pont-de-Chéruy
Depuis le début de l'année, avez-vous eu des activités, invitations ou sorties avec des personnes de votre quartier ?	<i>Très souvent / assez souvent</i>	35.2%	43.3%	22.7%	30.8%
Peur d'une agression dans les rues autour de chez soi	<i>Fréquemment/ quelque fois</i>	8.8%	7.9%	32.7%	27.7%

Les entretiens semi directifs réalisés dans les quatre points d'observation choisis éclairent les différentes réalités quotidiennes. Il est frappant de constater que certains thèmes ne sont pas du tout abordés par les enquêtés d'un territoire alors qu'ils sont une part de la réalité vécue par les enquêtés des autres zones. Ainsi, le thème « banlieues, cité, quartiers » n'est pas mentionné par les personnes interviewées à Saint-Ismier et à Villard-de-Lans : en effet, les habitants de ces cantons ne sont que très peu confrontés aux problèmes des banlieues, du moins pas dans leur environnement quotidien, tandis qu'à Echirolles et à Pont-de-Chéruy, les grands ensembles, les banlieues et leurs lots de problèmes existent et sont visibles, sans que forcément tous nos enquêtés y aient été eux-mêmes confrontés. Cela signifie que lorsque les enquêtés mentionnent les problèmes de banlieues, de délinquance ou d'immigration, ils n'utilisent pas les mêmes représentations sociales : pour les uns, les banlieues sont de l'ordre du fantasme, pour les autres c'est un lieu et une réalité qu'ils connaissent pour habiter dans une banlieue ou à proximité et côtoyer quotidiennement les problèmes qui y sont liés. D'ailleurs, l'insécurité n'est un thème mentionné que dans les entretiens réalisés à Pont-de-Chéruy et à Echirolles, là où les problèmes de délinquance sont réels : voitures brûlées, petite délinquance due aux jeunes qui s'ennuient...

D'une façon générale, les enquêtés sont satisfaits de leur cadre de vie. A Saint-Ismier, bien que les enquêtés les plus modestes souffrent de l'image de commune aisée et

se plaignent d'être laissé de côté par la mairie, ils ont bien conscience de vivre dans un environnement très privilégié. Les problèmes mentionnés ne sont d'ailleurs que des désagréments d'ordre secondaires (manque d'équipements pour les jeunes, augmentation du trafic avec l'urbanisation de la commune...).

« Donc c'est des, c'est des cadres, c'est des, c'est mélangé, y'a moins, y'a moins, y'a pas d'ouvriers heu oui c'est sûr, ou alors y sont, y ont hérité d'une maison, une ferme et y travaillent à l'usine encore chez pas... maintenant y'a... beaucoup moins »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

« Sur St Ismier y'a des gens qui ont des revenus modestes et y'a des gens qui ont des revenus quand même un p'tit peu plus conséquents. Et j'ai, 'fin j'parle peut-être en connaissance de cause mais, 'fin moi j'vois ma sœur qui a trois enfants heu sa dernière quand elle a voulu aller, 'fin du coup ils l'ont envoyée, donc y se sont serré un peu la ceinture on va dire [...] j'pense que pour les p'tit revenus sur St Ismier, j'pense qu'y pourraient faire quand même un peu plus quoi »

(END 25, femme, 36-47 ans, employée, Saint-Ismier)

« Donc c'est pas représentatif je pense de la société française hein. Un espace d'îlot de, de... »

(enquêteur) : De, de quoi ?

(interviewé) : De paix et de tranquillité.

(enquêteur) : De tranquillité ?

(interviewé) : Personnellement j'le vois comme ça. [...] Ma femme elle est dans un collège là hein, c'est heu un paradis pour les profs. Y ont jamais de problème de discipline, jamais de problème de... n'importe quel prof voudrait ça. Ça tient pas aux profs ni, ça tient aux milieux socioculturels. »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

Inversement, à Pont-de-Chérury, l'immigration et la diversité des populations sont visibles mais certains reprochent le manque d'intégration ou d'effort fourni par les immigrés pour s'intégrer à la France. Si les gênes locales tournent aussi autour des infrastructures, un problème de taille revient fréquemment : le manque d'emploi dans la région.

« Ah ben à la sortie de l'école c'est vrai qu'on entend pas parler français, hein. C'est pas « plus », c'est « pas », hein. Donc c'est vrai que ça c'est... ça c'est quand même un petit embêtant, hein. Je voudrais peut-être pas... donner l'idée d'arriver au système anglais, mais à la limite ce serait aussi bien, c'est que quand on vient en France, on s'engage à parler français euh... ben dans tous les lieux ouverts aux autres, quoi. Que ce soit dans la rue ou dans les commerces, ben on parle français. Qu'on parle sa langue maternelle à la maison je veux bien, mais quand on est dehors, qu'on parle français, quoi. Quand on est à attendre les enfants à l'école, qu'on parle français, quoi. Qu'on s'intègre. »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chérury)

« On ressent qu'y a du chômage, c'est par rapport tout aux nounous, y a beaucoup, doit avoir beaucoup de mamans au foyer. Que, que dans... dans d'autres régions où on habitait, euh... Les femmes travaillaient beaucoup plus. »

(enquêteur) : Parce que y a un manque de nounous, vous voulez dire...

(interviewé) : Non, y a trop de nounous.

(enquêteur) : Trop de nounous.

(interviewé) : Oui. Un manque d'enfants.

(femme de l'enquête) : Quand on a eu Eva y a 4 ans y avait une pénurie de nourrices, donc moi j'ai fait ma formation assistante maternelle, et depuis y a trop de nourrices. Donc euh, on a été pas mal à mon avis à... Faire la même chose. »

(END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chérury)

« C'est vrai que le travail se fait rare. Les seules entreprises qui ont et qui emb..., enfin qui recrutent, parce que c'est beaucoup d'intérim, ne paient pas. Donc les salaires à Pont-de-Chérury sont pas très très élevés »

(END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chérury)

Ces différentes perceptions du cadre de vie rapportées par les enquêtés montrent bien que nous sommes face à deux groupes distincts de personnes. Les premières vivent dans un cadre « agréable » : habitat individuel, proximité de la campagne, peu de dégradations autour de chez soi, peu de problèmes de façon générale, alors que les secondes ont, elles, un cadre de vie dégradé, où l'habitat est souvent collectif, les alentours dégradés, la délinquance est plus fréquente, les populations connaissent de plus grandes difficultés socio-économiques.

2. Un candidat choisi : Nicolas Sarkozy

Bien que Nicolas Sarkozy soit arrivé très largement en tête dans les cantons de Pont-de-Chéruy et de Saint-Ismier au second tour des élections présidentielles de 2007, les cultures politiques sont loin d'être les mêmes. En effet, si l'on ne prend comme point de comparaison que les élections présidentielles de 2002, Pont-de-Chéruy apparaît comme un fief de la droite autoritaire tandis qu'à Saint-Ismier, la préférence va plutôt à la droite modérée ou centriste, voire libérale. Ce ne sont donc pas du tout les mêmes « droites » que choisissent les électeurs. Le même phénomène a lieu de l'autre côté de l'axe politique : les électeurs de gauche, bien que minoritaires dans les deux cantons, ne se répartissent pas de la même façon. Ainsi, à Pont-de-Chéruy, l'extrême gauche anti-libérale réunit en 2002 12,8% et la gauche socialiste 20,4% tandis qu'à Saint-Ismier, l'extrême gauche totalise 7,3% pour 27% à la gauche socialiste. En 2007, malgré l'effondrement au niveau national du Front National comme des partis de la gauche anti-libérale, les votes extrêmes restent forts à Pont-de-Chéruy avec encore 7,3% à l'extrême gauche et 15,3% à l'extrême droite. A Saint-Ismier, Ségolène Royal perd 4% par rapport à l'ensemble de la gauche socialiste de 2002, au profit de François Bayrou qui augmente son score de 14%. Nicolas Sarkozy réunit, de son côté, 40,1% des suffrages dès le premier tour à Saint-Ismier, soit le double du score de Jacques Chirac en 2002.

Quelques uns de nos enquêtés détaillent leur parcours politique et là encore apparaît clairement la diversité des origines politiques des électeurs de Nicolas Sarkozy, allant du gaullisme au désintérêt pour la politique en passant par le lepénisme. Ainsi notre électeur villardien se présente comme un gaulliste de la première heure qui à 17 ans posait déjà des affiches pour le Général de Gaulle et recherche un candidat qui ait en premier lieu la carrure suffisante pour gouverner la France de la même façon que l'avait De Gaulle. Mais il reste

sceptique sur les capacités des candidats de 2007 et doute un peu du candidat actuel de l'UMP, qu'il ne considère pas comme un héritier à part entière du gaullisme.

« Mais ça y faut que quelqu'un tape le poing sur la table ! De Gaulle j'vous dis, un De Gaulle y nous faudrait, mais un De Gaulle qui ait 45 ans. Voilà. [...] Et malheureusement, un nouveau De Gaulle y'en a pas. Y'en a pas. Y'en a pas. Qu'y soit hors parti vous voyez, y'en a pas, moi j'en connais pas, si vous en connaissez vous... [...] »

« Et y [*Sarkozy*] représente quand même un petit peu la famille mais jusqu'à quel point ? Je sais pas, je sais pas, ce qui m'embête avec lui c'est que heu il a trahit Chirac déjà une fois avec Balladur hein. Il a les dents longues, il a les dents longues »

(END 44, homme, plus de 60 ans, retraité, Villard-de-Lans)

Bien qu'ils ne s'attardent que très peu sur leur parcours électoral, les électeurs de Saint-Ismier oscillent eux entre la droite modérée, le centre et la gauche modérée, selon leurs intérêts et les enjeux qui les concernent.

« J'vous ai dit hein heu jusque là heu j'ai voté Bayrou heu la dernière fois heu, y'a très peu de temps heu, plus par réaction par rapport à l'entourage de monsieur Sarkozy et puis parce que j'aime bien le personnage. Je me sens plus prêt d'un Bayrou que d'un Sarkozy. Sur le fond heu c'est lui que je préférerais, mais ça rime à rien cette histoire. Voter pour lui ça fera rien du tout. Pour lui personnellement oui ça serait un aboutissement mais là je vois pas à quoi, à quoi ça abouti mais... voilà. Donc aujourd'hui? C'est la question ? »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

« Faudrait faire un mélange des deux, faudrait faire un mélange de Ségolène et de Sarkozy ! (rire), mais bon sinon c'est dur ! Non, mais bon je suis pas quelqu'un qui est au de droit ou de gauche ou heu ... »

(END 25, femme, 36-47 ans, employée, Saint-Ismier)

A Pont-de-Chéruy, en revanche, on trouve plusieurs électeurs déçus du socialisme de la période mitterrandienne, qui aujourd'hui ne voient plus la différence entre la droite et la gauche et/ou qui ont été tentés par la candidature de Jean-Marie Le Pen en 2002. Les uns se désintéressent de la politique, dont ils ne comprennent pas les enjeux et dans lesquels ils ne se sentent pas représentés. Les autres expliquent leur vote en faveur des extrêmes par leur mécontentement vis-à-vis des politiques menées ces vingt dernières années, ils ont choisi le Front National pour tenter de faire réagir les politiques en place.

« Je suis, j'ai pas de parti politique. Moi ce que j'aurais, c'est un chef de pays, ou un politique, un président de la République qui fasse les bonnes choses, qui fasse des choses, quelque soit, si c'est des idées communistes et que c'est des bonnes idées, hé ben faut qu'il la prenne. »

(END 14, homme, 36-47 ans, profession intermédiaire, Pont-de-Chéruy)

« Ben c'est-à-dire que jusqu'aux élections de 2002, j'ai voté en fonction de mes convictions euh, ouais politiques si j'ose dire. Et c'est vrai qu'en 2002 ben j'ai voté en fonction de convictions euh, un petit peu de ras le bol, donc j'ai voté ben oui. Contrairement à ce que je faisais avant, j'ai voté pour un autre parti, parce que ben c'était pour manifester mon ras le bol de gauche droite, de machin, enfin bon, de ma déception, et... »

(enquêteur) C'est indiscret de vous demander qui vous avez voté ?

(interviewé) Non. Avant je votais les socialistes, en 2002 j'ai voté Le Pen, parce que j'ai vraiment pas honte de dire que j'avais ras le bol des socialistes, parce que c'est vrai qu'ils m'ont énormément déçue. La droite ben c'est pas très, j'ai jamais été de droite, alors que mes parents sont de droite mais j'ai jamais été, parce que j'avais mis pas mal d'espoir dans, dans Mitterrand. Et puis bon ben c'est vrai que Mitterrand ben il a pas fait ce qu'on escomptait. Donc j'ai dit bon, ben on va essayer de continuer un petit peu dans cette voie, et puis bon, ça c'est jamais bien présenté comme ça, parce qu'après on a eu un

président de droite, et on a eu un gouvernement, cohabitation. Donc c'est vrai que depuis 81, première fois où j'ai voté euh, ben entre 81 et 2002 on a eu de tout et de rien, et beaucoup de déceptions quoi. Parce que même en restant sur ma ligne de socialisme, ben au fur et à mesure qu'on avançait dans les élections présidentielles, j'étais de plus en plus déçue. Donc si vous voulez en 2002, je me suis dit ben non, le socialisme de toute façon c'est pas possible, c'est plus possible parce que j'y crois plus. Et puis euh, ben Chirac, ça m'allait pas non plus donc... Et puis j'ai dit, c'est vrai qu'il y en a, il faut que quelqu'un remette la France ben, il faut casser pas mal de choses et puis il faut qu'on reparte sur quelque chose de complètement à l'opposé de ces deux là, et c'est vrai que Le Pen correspondait bien à ça, donc à un grand coup de pied dans la fourmilière, et puis bon ben finalement Chirac l'a emporté avec très peu de, de voix sur les Français, parce qu'entre les votes contre Le Pen et pas pour Chirac, il est passé euh... »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Heu, le problème c'est que je ne fais pas la différence entre la droite et la gauche. Ca c'est un truc alors l'UMP, le ci le ça, pour moi c'est que des termes... Euh, ben là en dernier on a pris le choix de voter Chirac au deuxième tour, et euh, ayant voté Le Pen au premier. Donc je m'étais dit que je me déplacerais plus à aucune élection pour ne pas voter le Front National au premier tour, enfin aux élections présidentielles. Je pensais pas qu'il y en a beaucoup qui faisaient comme moi (sourire) Donc, bon ça m'a pas fait peur hein, je savais qu'au deuxième tour de toute façon je n'allais pas voter le Front National »

(END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« C'était une, pfff, stop quoi, stop à la, à, à, aider des milliers de personnes n'importe où alors qu'on a des SDF ici, on a des personnes qui, qui cherchent, qui trouvent pas du boulot euh, qu'on en avait assez aussi de, de, d'aller faire l'essence et de se sentir, un groupe de jeunes, quel qu'il soit, d'être, d'avoir peur, est-ce que je sors de la voiture est-ce que je sors pas, de se faire cracher au visage à la sortie de l'école, c'était plus cette contestation là, en disant maintenant ouvrez les yeux. Mais c'est vrai qu'on en avait pas parlé ni à notre entourage ni à rien enfin surtout moi, parce que je pensais que tout bêtement, on doit pas être nombreux à penser comme moi, bon ça s'est prouvé qu'on était vraiment nombreux à avoir les mêmes, les mêmes sentiments. Donc c'est vraiment... Après je me suis dit, de toute façon ils ont rien changé dans les deux ans qui ont suivi je me suis dit ils ont rien changé, ils vont se ramasser au Front National, des voix mais alors, pour les prochaines élections. Là je me suis dit, là ils vont loin, parce que ça leur a pas fait réagir. On risque gros quand même. Mais maintenant, si le Front National passerait, ça serait pas Le Pen, quelqu'un de plus, de moins idéologique, pourquoi pas, puisque peut-être que la France en a besoin. Mais je sais que le 26 avril je ne voterais pas Front National au premier tour. De peur que le schéma se reproduise et qu'on soit encore obligés d'avoir une personne que personne ne veut et qu'on a pas eu le choix d'élire. »

(END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Ouais. Et moi si je vote Jean-Marie, on l'a écouté ensemble, c'est pour différentes raisons... Qu'il nous bloque. Et notamment ma femme était 100% contre, contre, hein.

(femme de l'interviewé) : Moi c'est le personnage

(interviewé) : C'était le personnage et... Quand on l'a écouté ensemble, hein, t'as dit quand même.. Il représente quelque chose qu'on croit. Donc euh...

(enquêteur)... Un peu à cause des mêmes valeurs qu'il défend... ? La famille... ?

(interviewé) : Le travail.

(femme de l'interviewé) : Oui, puis aussi parce qu'il a des idées pertinentes. Et quand il s'exprime, il m'...'fin... Il brode pas autour gnagna... Il va droit au but...'fin, au moins, on comprend ce qu'il dit, et ce qu'il veut faire... parce qu'aussi non, les autres, ils parlent, ils parlent et puis...

(enquêteur) : Il est clair dans son discours.

(femme de l'interviewé) : Voilà.

(interviewé) : Il est clair, et il a du répondant que Philippe de Villiers n'a pas... Il a du répondant. Mais, il est un peu trop fou...

(femme de l'interviewé) : Il est un p'tit peu extrémiste

(interviewé) : Voilà, trop extrémiste. Trop euh... voilà, quand on a vu que il était capable de se battre. Euh... ça me fait peur (petit rire).

(enquêteur) : Donc, c'est plutôt les valeurs que, que le fait de voter vraiment pour lui... ?

(interviewé) : Voilà, c'est les valeurs qui... c'est nos valeurs un peu. Quand on l'écoute, c'est un peu nos valeurs. Mais, c'est le personnage, il nous fait un petit peu peur aussi »

(END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« Enfin socialiste, je votais socialiste. Maintenant, j'dirais que pfff l'étiquette en fait ça a plus l'importance que ça pouvait avoir avant. J'trouve, 'fin ça veut plus rien dire la droite et la gauche heu ... ça veut plus rien dire »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

En parallèle à l'analyse des résultats électoraux qui montre une attirance plus grande pour les extrêmes des électeurs de Pont-de-Chéruy, les entretiens l'illustrent. En effet, ce sont les électeurs pontois qui développent le plus leur discours sur les autres candidats et notamment les petits. Olivier Besancenot, candidat peu mentionné par les électeurs des autres cantons, est apprécié pour sa jeunesse et est perçu comme quelqu'un qui a des idées et qui « *vient de la base* »¹⁶, son travail le rapproche des électeurs¹⁷ et augmente son capital sympathie¹⁸. Par contre, les autres candidates de l'extrême-gauche ne recueillent pas l'adhésion : à Arlette Laguiller, on reproche sa longévité sur la scène politique et à Marie-George Buffet, l'inaction des communistes lorsqu'ils ont été au gouvernement. On retrouve ici un peu de la rancœur des classes populaires vis-à-vis du Parti communiste qui se sont en partie détournées vers le Front National. De la même façon, Philippe de Villiers est un candidat assez apprécié à Pont-de-Chéruy, surtout pour sa liberté de ton : il est vu comme quelqu'un qui « *le seul qui a osé dire certaines vérités* »¹⁹. En outre, les seuls électeurs à avoir reconnu dans les entretiens à avoir voté pour le candidat du Front National en 2002 sont des enquêtés de Pont-de-Chéruy. Bien qu'il reste un personnage dangereux aux yeux de la plupart des électeurs, ces derniers ont vu un certain changement dans ses positions ces dernières années, qui apparaissent moins radicales, il est également apprécié pour la fermeté de ses propositions sur l'immigration et sur l'Union européenne mais aussi car il représente la famille et les valeurs qui s'y rattachent. A Pont-de-Chéruy, on retrouve évoquée la non représentation du Front National à l'Assemblée Nationale et les difficultés de son candidat à réunir les 500 signatures d'élus nécessaires pour se présenter aux élections présidentielles.

A l'inverse, un candidat comme José Bové s'attire une réprobation généralisée, dans les quatre zones, pour ses actions non conventionnelles et son non respect des lois. On retrouve donc sur cette question un électorat qui partage un idéal de respect des règles,

¹⁶ END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy

¹⁷ « Euh, justement que, que.. La poste, parce que c'est... un domaine qu'il connaît très très bien, un domaine, que ce soit du privé, que ce soit des privé, qui vienne les aider, quand vous écoutez sur la télé il a pas forcément, tu vois, que ça soit... euh... Qu'on supprime toutes les postes euh... Que... C'est le seul contact que beaucoup de personnes ont, le facteur, ben... Mais... Donc euh a... C'est plus euh... C'est plus pour la personne... Quoi que lui j'aime bien... La démarche, il a... Il a... Il a pas beaucoup de moyens, il fait ce qu'il peut... Il se démonte pour son parti », (END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

¹⁸ Il réalise d'ailleurs le même score qu'en 2002 avec 3,3% des suffrages exprimés.

¹⁹ END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy.

celui qui ne les respecte ne devrait même pas pouvoir se présenter aux élections présidentielles.

Si l'on vient aux trois principaux candidats maintenant, là encore les réponses ne sont pas homogènes, sauf sur la trop grande médiatisation des deux ou trois principaux candidats aux dépens des petits candidats qui n'arrivent pas à faire entendre leur voix et sur le désintérêt pour les chamailleries télévisuelles. Les promesses faites par les candidats sont aussi comparées aux lettres rédigées par les enfants au Père Noël : l'important n'est pas de mettre juste ce que l'on sait que l'on peut avoir mais d'en mettre le plus possible « au cas où » sans, bien entendu, ne rien préciser du financement.

D'une façon générale, Ségolène Royal a du mal à convaincre et à apparaître crédible aux yeux des enquêtés orientant plutôt leur choix vers Nicolas Sarkozy : son programme semble flou et paraît ne pas intégrer les réformes réellement nécessaires pour « remettre la France sur les rails ». La candidature de Ségolène Royal a réussi à séduire les électeurs du canton de Saint-Ismier en offrant pour la première fois à une femme la possibilité d'être à la tête du pays, le programme socialiste n'y a pas non plus été perçu trop négativement mais le point principal de désaccord se trouve dans les 35 heures et dans l'augmentation du SMIC à 1500 euros, jugée utopique et impossible à financer sans alourdir trop lourdement la dette publique française déjà bien encombrante. Par contre, à Villard-de-Lans et à Pont-de-Chéry ce qui est mis en avant est avant tout le manque de poigne de la candidate socialiste et sa superficialité : elle a donné l'impression de ne procéder à des changements dans son équipe et dans son programme qu'en surface pour cacher le vide et le flou de ce que serait un gouvernement socialiste. En outre, l'augmentation du SMIC est aussi perçue comme une attaque des travailleurs qui gagnent un peu plus du SMIC ou de 1500 euros qui craignent eux de ne pas être augmenté de la même façon et voient ainsi leur travail dévalorisé, surtout s'ils occupent des postes à responsabilité. Enfin, bien que mère de famille, Ségolène Royal ne représente qu'insuffisamment la famille et le travail, aux yeux de ces électeurs autoritaires et attachés aux traditions.

François Bayrou est bien souvent le premier candidat avec lequel les enquêtés hésite à accorder leur suffrage à Nicolas Sarkozy. La principale interrogation sur laquelle repose cette hésitation est de savoir sur quelle majorité et sur quel parti il pourra s'appuyer pour gouverner. Son passé politique, ancré à droite, laisse peu envisager une alliance avec la gauche socialiste²⁰ : voter pour lui ne serait donc pas très constructif, un vote pour Nicolas Sarkozy serait plus utile. Ensuite, s'il est vu comme une personne neuve en politique et plus

²⁰ END 44, homme, plus de 60 ans, retraité, Villard-de-Lans

honnête que ses concurrents, cela lui porte aussi préjudice en faisant douter de son expérience et de ses capacités à diriger le pays. Enfin, son refus de se positionner sur l'échiquier politique, qui séduit les électeurs les plus désintéressés de la politique et apporte une réponse au « tous pourris », contribue à l'inverse à rendre son programme plus flou pour les électeurs.

Au final, Nicolas Sarkozy possède aux yeux de ses électeurs potentiels des qualités que l'on retrouve quelque que soit le point d'observation. L'argument qui revient le plus pour expliquer le choix de Nicolas Sarkozy est celui de la valorisation du travail, de la flexibilisation du marché de l'emploi et de la liberté de choix accordée à chaque individu de « travailler plus pour gagner plus », pour reprendre l'expression désormais consacrée. Les positions avancées par le candidat de l'UMP sont vues comme un élément dynamisant pour la France : ses électeurs placent en lui l'espoir qu'il fera « avancer les choses »²¹, il donne l'impression d'être le seul « capable de s'occuper de la France ». En plus de sa jeunesse qui lui permet d'incarner un certain renouveau de la classe politique française, Nicolas Sarkozy incarne aussi des valeurs auxquelles est en partie attaché son électorat : l'ordre, le respect de l'autorité, la famille. En reprenant l'idée du Front National d'aider les femmes qui souhaitent rester au foyer pour s'occuper de leurs enfants, il a réussi à s'attirer les voix d'anciens électeurs frontistes : à Pont-de-Chéruy, ceci est mentionné. Il est également vu comme quelqu'un de courageux, de ferme et de crédible²², son bilan est fréquemment cité comme exemple de ses capacités à être un bon président pour la France : sa fermeté lors des émeutes de novembre 2005, son franc-parler sur les questions d'immigration et d'intégration²³, la mise en place des radars automatiques et la lutte contre l'insécurité routière. Tout ceci, allié à la promesse faite par Nicolas Sarkozy – et tenue pour le moment – de s'entourer de personnalités politiques de droite comme de gauche, lui permet également de rallier sur sa candidature des personnes séduites en premier par celle de François Bayrou.

« (enquêteur) : Nicolas Sarkozy ?

(interviewé) : Y a... 6 points.

(enquêteur) : 6 points, oui... Et pourquoi ?

(interviewé) : Ben , il... Il représente... Ceux qui... Mettons qui sort du chemin... C'est le seul qui,... Qui les redresse, pour moi. On a vu euh, justement... Il était pour réformer les retraites, quand même, comment ça s'appelle, Raffarin a réformé, il a participé, il a aidé. Quand y a eu des problèmes avec les cités, ben... c'est, il a dit ben... On recule pas. On

²¹ « Je pense qu'avec lui ça va aller de l'avant », (END 33, homme, 36-47 ans, artisans commerçants, Saint-Ismier)

²² « C'est un battant » (END 11, femme, 48-59 ans, ouvrière, Echirrolles)

²³ « C'est assez cash, c'est assez, c'est pas passer par des grands sourires, par des grandes phrases, c'est comme ça », (END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

cède pas. Pour moi, ça c'est... Faut créer le dialogue, et faut qu'y a un dialogue de créé... Et si ça marche pas, ben... Faut... Faut passer à la répression. Là... Là... J'ai ma famille qui était... Victime de... De la route... Victime... Il a fait quelque chose. Il a fait quelque chose, quand même, pour... Notamment que les radars, c'est vrai que les tués ils sont divisés par je sais pas combien, nos routes elles étaient très meurtrières, et il a fait quelque chose. Et pourtant c'est tout contrôlé, ça, hein. Donc c'est le seul qui ose faire quelque chose pour réformer. Mais... Le personnage me fait très peur, par contre, c'est pas... Je le trouve justement, de temps en temps... C'est pour ça que... Que Bayrou... Ouais, on va, on va... Non, il... Son personnage, parfois me fait peur, moi.

(enquêteur) : Pourquoi, il est trop...

(interviewé) : Hé ben, ce qui me dérange chez lui, c'est... Il se fait toujours voir, voir. IL a des moyens de communication très forts. C'est à dire que vous... Vous ;... Y a... Quelque chose, une crise sociale, ou une crise du travail, ou une crise, quel qu'il soit, il arrive, il va voir.. Et... forcém... Pour moi de temps en temps il en fait trop.

(enquêteur) : Trop. Et tout ce qui concerne l'autorité qui peut être représentée par lui, c'est... Ca vous intéresse ?

(interviewé) : Ah, ben justement, c'est ce qui m'intéresse. C'est de temps en temps il faut savoir... Sanctionner, il re... la justice, C'est le seul qui dit qu'il y a de gros problèmes avec la justice, et pourtant, y en a hein, des problèmes de justice...

(enquêteur) : Faut remettre un peu d'ordre ?

(interviewé) : Voilà. Faut remettre l'ordre.

(enquêteur) : Et ça c'est Sarkozy aussi ?

(interviewé) : Ouais, c'est Sarkozy pour moi. Sarkozy, c'est la droite qui mettra de l'ordre»
(END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

Malgré les différences socio-économiques que nous avons vu précédemment et malgré des trajectoires politiques assez éloignées, tous ces électeurs se retrouvent autour de la candidature d'un seul homme. Il est ainsi nécessaire d'identifier leurs points communs, les idées qu'ils ont retenu comme pertinentes et qu'ils souhaitent voir avancer en France.

3. Dette, impôts, système social : des constats communs

Si les discours ne sont pas complètement identiques parmi les électeurs déclarés de Nicolas Sarkozy, plusieurs constats communs sont faits sur les thèmes abordés au cours de la campagne électorale et détaillés plus ou moins longuement par les candidats.

Tout d'abord, si les enquêtés sont sensibilisés aux questions d'environnement et d'écologie, grâce à la personnalité de Nicolas Hulot²⁴ qui a réussi à imposer ces thèmes dans le champ médiatique au cours de l'hiver 2006-2007, l'environnement ne fait cependant ni partie des préoccupations principales des enquêtés ni ne sont approfondis plus que ses propositions relayées par les médias.

²⁴ Nicolas Hulot est l'animateur de nombreuses émissions de la télévision française sur l'environnement et l'écologie. Il a créé au début de l'hiver 2006-2007 un Pacte pour l'écologie, en signant lequel les candidats s'engageaient à respecter un certain nombre de propositions en faveur de l'environnement. Une des propositions phare du Pacte était la mise en place d'un vice-premier ministre chargé des questions d'environnement.

Quant au fonctionnement de l'Etat, tous regrettent la lourdeur de l'administration française, la négligence des hommes politiques qui semblent briguer les charges politiques plus pour s'enrichir alors qu'eux n'ont d'autres choix que celui de travailler. Les élus ne semblent pas suffisamment prendre en compte les besoins et les problèmes des citoyens ordinaires, demandant à ces derniers de faire constamment des efforts sans montrer l'exemple de leur côté. Ainsi, la dette publique française et sa maîtrise sont unanimement vues comme un enjeu fondamental des élections présidentielles de 2007. En effet, les électeurs de tous les cantons mentionnent cet enjeu : la dette publique est un gros problème qui grève toute l'économie française et tant qu'elle ne sera pas maîtrisée et réduite, il ne sera pas possible de financer sans l'augmenter de nouvelles politiques économiques et sociales. Les solutions envisagées par les enquêtés seraient la suppression des « privilèges » de la fonction publique ou des politiques sociales.

« On a quand même une dette, et on devrait... Avec des enfants on devrait pas que ce soient les générations suivantes qui nous payent... Nos erreurs. Donc euh... Bah, et c'est trop négligé sur le plan politique pour moi. [...] On a pas su garder nos richesses. On va de dette à dette, et ça, la dette des ménages. Ça ferme, la croissance...et tout ça me dérange fortement. La fonction publique me dérange. »

(END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« Bientôt y'aura plus de chômeurs que de travailleurs, y va bien falloir s'en sortir quand même parce que c'est pas tout, mais y'a une dette également à payer. Qu'est-ce qu'on va laisser à nos, c'est plus nos enfants qui vont payer, c'est nos petits enfants qui vont payer si ça continue, va bien falloir l'éliminer cette dette. Ch'ais pas comment on va faire hein pour l'éliminer. »

(END 44, homme, plus de 60 ans, retraité, Villard-de-Lans)

« Préoccupé, ouais. Je me demande comment ça va aller dans les années à venir ! Bon on voit que l'Etat a des dettes de partout, pour ça, on continue d'en distribuer »

(END 33, homme, 36-47 ans, artisans-commerçants, Saint-Ismier)

Lié à la dette dans le discours des enquêtés, le système de protection sociale trop généreux et virant à l'assistanat : beaucoup profitent du système et des différentes aides pour ne pas travailler et rester au chômage ou vivre aux crochets de la société. Ce sentiment d'injustice vis-à-vis de « tous ceux qui profitent du système » est particulièrement vivace à Pont-de-Chéruy et à Echirolles car les individus y sont plus confrontés de par les plus grandes difficultés socio-économiques rencontrées par la population. Les aides et services sociaux mis en place en faveur des populations les plus démunies, sont particulièrement vécus comme une injustice faite aux classes moyennes qui payent et ne reçoivent rien en échange, rendant l'impôt particulièrement insupportable.

« Après au niveau social, il en faut du social, il y en a toujours qui abusent, il y a toujours des... Là aussi on le voit bien, c'est pas peut-être pas verrouillé dans tous les sens, c'est, c'est trop ouvert, et ceux qui connaissent les filières, ben ils vont en abuser de plus en plus, les escroqueries aux Assedics il y en a, comment ça se fait que ça arrive, comment ça se fait? Alors quand vous vous êtes au chômage, vous avez pas pointé un mois, tout de suite on vous relance, vous êtes radié parce que vous avez oublié de, alors qu'il y en a d'autres ils arrivent à, à toucher des ronds pendant des années, c'est, ça me, ça me démonte. »

(END 14, homme, 36-47 ans, profession intermédiaire, Pont-de-Chéruy)

« Qu'on aide trop... Euh... Comment dire? Disons qu'il y a des choses qui sont pas normales. Il y a, il y a une mauvaise, une mauvaise gestion, je pense, de certains deniers publics hein, faut, faut être clair et net. »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Sur notre dos oui bien sur, oui il y a des gens qui vivent sur le dos de celui-là qui travaille oui. Et ceux là ils vivent mieux que nous. Ceux là moi je trouve qu'ils vivent mieux que nous parce que bon eux ils peuvent plus facilement changer de voiture, ils ont ben toutes les aides possibles et imaginables hein, ils ont les bons pour aller au cinéma, ils ont les bons pour ci, ils ont les bons pour ça, puis vous vous travaillez hé ben... [...]. Et nous on pourra faire toutes les demandes d'aides possibles et inimaginables, on en aura jamais aucune. Ça c'est clair. Si un jour avec mon mari on, on est limite, qu'on arrive plus à faire la boucle parce que ben une fois payé le loyer, une fois payés les impôts, une fois payées les charges, les assurances qu'il faut parce qu'il nous en faut, une fois qu'on aura payé tout ça, si on arrive plus à aller faire nos courses pour se nourrir, on pourra demander ce qu'on voudra on aura rien. Parce que les revenus sont quand même au-dessus du Smic. Donc là on nous dira ben non, faites autre chose, mais non, ça c'est clair, on nous dira non. Si vous voulez, là il y a un gros problème là qu'il faut ben cette classe moyenne, comme on nous appelle, il faudra quand même faire quelque chose. »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« L'idée que, l'idée qu'y a des gens qui triment pour gagner à peine plus que des gens qui par d'autres moyens heu arrivent à pas faire ça. C'est choquant, d'un autre côté c'est un système qui a été mis en place et qui est généreux, qui a fait un peu notre spécificité et c'est et ça c'est tout à notre honneur. J' parle de la France mais y'a un moment où on voit bien quoi. C'tte impression, on a l'impression de payer pour les autres, c'est un peu pénible quoi quand on ... »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

En ce qui concerne les impôts et les taxes, là aussi les électeurs potentiels de Nicolas Sarkozy s'accordent sur un constat : il y a trop d'impôts, de charges et de taxes diverses en France qui empêchent les entreprises d'être compétitives. Cette surcharge de taxes crée une situation défavorable pour les petites entreprises qui ne peuvent se permettre d'embaucher de nouvelles personnes et favorise le départ des grandes entreprises à l'étranger. Si à Villard-de-Lans et à Saint-Ismier les taxes qui pèsent sur l'économie française ne sont pas directement reliées par les enquêtés à leur pouvoir d'achat et à leur niveau de vie, le lien est fait par ceux d'Echirolles et de Pont-de-Chéruy qui le ressentent au quotidien. On se trouve bien face à deux électors : l'un plus aisé qui voit dans la pression fiscale essentiellement un frein au développement des petites entreprises et de l'emploi, l'autre électeur, aux revenus plus modestes, éprouve cette pression aussi au quotidien.

« Donc finalement quand vous dites que les patrons sont trop taxés, c'est... Pour vous c'est pas tellement de leur faute s'ils décident d'aller à l'étranger, ou...

(e71) : Non, parce qu'on leur ouvre les portes. Franchement. On serait patrons, on le ferait pas ? On le ferait. Si on sait que la porte d'à côté c'est 50% moins cher. Et qu'en France on nous aide pas pour maintenir, qu'est-ce qu'on fait, ben on va ouvrir la porte d'à côté. Chacun voit midi à sa porte, hein. »

(END 11, femme, 48-59 ans, ouvrière, Echirolles)

« Y'a l'euro qui nous a banané, si j'puis utiliser cette expression, parce que tout est trop cher, y'a l'Etat, qui en tant que commerçant nous assassine de charges, donc nous étouffe. C'ui qui résiste... Bah la première année, il est prouvé que 60 % des affaires ferment, donc c'est quand même pas rien. Donc on veut créer des emplois, mais on fait rien pour que les patrons puissent euh, donc justement embauché. Ouais, non, y'a rien qui va ! Non, y'aurait beaucoup de choses à faire. »

(END 33, homme, 36-47 ans, artisans-commerçants, Saint-Ismier)

« Même tout c'qui est pour l'essence c'est taxé à plus de soixante dix pour cent, j'suis tout le temps en réserve moi, en étant jeune tu peux pas mettre un plein toutes les semaines, financièrement j'peux pas. [...] J'me souviens pas qui a dit qu'ils allaient heu... réduire les taxes de toute façon quand ils les baissent d'un côté ils les augmentent d'un autre. Donc j'fais pas attention quand ils disent on va baisser les taxes, parce que ça se fait pas, si ça se fait c'est d'une manière infime de toute façon ça se voit pratiquement pas, et c'est augmenté par ailleurs. »

(END 13, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« On nous enlève des impôts, on nous retaxe de l'autre côté... Toute façon c'est redonner pour mieux reprendre heu ... et ça c'est vraiment un truc où c'est un peu le ras le bol, c'est un peu le ras le bol. »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

Bien que les réalités socio-économiques des zones observées soient pour le moins opposées sur bien des plans, il n'en reste que le slogan : « travailler plus pour gagner plus » a eu une puissante résonance aux oreilles de nos enquêtés et a certainement été un élément déclencheur du choix de la candidature de Nicolas Sarkozy aux élections présidentielles. Le travail est en tout cas vu comme la clé des problèmes de la France et pour cette raison il faut remettre les gens au travail, en laissant la possibilité à chacun de travailler comme il le souhaite. Bien qu'il soit nécessaire d'indemniser les personnes au chômage, il faut augmenter l'écart entre les indemnités de chômage et les salaires, de façon à pousser les gens à aller travailler, à les motiver. Pour la même raison, il faut leur laisser la possibilité de travailler le temps qu'ils souhaitent, que ce soit 35, 39 heures ou plus et donner aux entreprises, notamment les plus petites, les moyens d'embaucher en les exonérant de charges sur les emplois créés. Cependant, tous les travailleurs ne sont pas sur un pied d'égalité au départ : les privilèges de la fonction publique sont vécus comme une injustice notable par nos enquêtés, tous salariés du secteur privé. Les enquêtés s'inquiètent également tous de leurs retraites qui sont déjà faibles pour les travailleurs aux revenus les plus modestes et dont ils craignent qu'elles ne puissent plus être garanties en cas de crise trop grave du système par répartition.

Le travail, le chômage tout comme la dette publique et le fonctionnement de l'Etat français, sont fondamentaux dans le discours des enquêtés déclarant préférer Nicolas Sarkozy, de façon différente selon qu'ils fassent référence à des réalités plus ou moins identifiées, vécues plus ou moins durement selon les zones enquêtées. Le discours a séduit une grande majorité des Français, mais derrière l'apparente symbiose entre un homme et le peuple se cache une grande diversité d'intérêts. Si tous s'accordent sur un slogan, les effets ne sont pas ressentis de la même façon et les efforts qui seront demandés ne seront pas les mêmes. Les différences existantes entre les électeurs de Nicolas Sarkozy créent aussi des attentes différentes sur un certain nombre de questions.

4. Immigration, Union européenne et mondialisation : les points de rupture.

Comme nous l'avons vu précédemment, l'immigration reste un phénomène assez lointain pour les habitants des cantons les plus aisés, ils ne la côtoient pas au quotidien et ne tiennent donc sur le problème qu'un discours généraliste, lié aux difficultés économiques rencontrées par le pays en ce moment : avant d'accueillir de nouveaux étrangers en France, il faut régler les problèmes d'emploi et de logement, il ne sert à rien de les laisser entrer dans le pays si c'est pour qu'ils soient au chômage et sans abri.

« Ben oui parce que c'est vrai que maintenant, à l'heure actuelle avec tous les gens qui sont venus, sur sur, 'fin pas sur St Ismier en général mais partout chez nous en France, ben faut bien les, maintenant qu'y sont là faut bien s'en occuper ! On va pas heu, maintenant que on a plus besoin d'eux, p'fuit heu allez hop heu dehors. J'veux dire maintenant qu'y sont là faut bien les loger, faut bien leur trouver des trucs 'fin faut. Et que ça soit aussi, 'fin faut que ça soit équilibré quoi. Comme y'a des gens qui sont là depuis 10 ans et qui attendent un logement aux HLM et qui peuvent pas en avoir et qu'après à côté on vous dit ben y'a une famille de roumains, y sont pauvres, y sont désœuvrés, ben eux on va les loger d'abord, c'est pas logique non plus. C'est pas, y faut que ça soit aussi concret quoi. Puis vous avez des gens, ça fait 10 ans qu'y attendent un HLM et qu'on leur dit non parce que y'a des roumains qui sont prioritaires sur vous, j'veux dire eux aussi y sont dans le besoin, eux aussi y sont, je veux dire y faut qu'y ait un juste milieu, y faut qu'y essayent de, que la balance soit juste quoi, que ce soit pas toujours les même qui heu. Qu'on aide pas toujours les mêmes, parce que même, 'fin même si 'fin chez nous en France y'a aussi des gens qui sont dans la merde et y faut aussi les aider quoi faut ... »

(END 25, femme, 36-47 ans, employée, Saint-Ismier)

« Pff, l'immigration personnellement rien du tout. Ça me gêne pas hein, on vit dans un truc heu, une espèce de bocal doré. Non, j'ai l'impression que ça, c'est vrai que l'idée que l'on puisse pas accueillir toute la misère du monde ça paraît évident, ch'uis pas le seul à le dire d'ailleurs heu... »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

En revanche, à Pont-de-Chérury, le discours est différent : les immigrés sont vus comme une source de leurs problèmes actuels. Il n'y a pas suffisamment de travail pour tout le monde, mais les étrangers s'en sortent mieux que les « Français » car eux bénéficient de plus d'aides de la part de l'Etat. La fréquentation au quotidien d'immigrés entraîne un sentiment de mise à l'écart et un rejet, parfois particulièrement violent, à cause des différences culturelles et religieuses, de l'illégalité dans laquelle vivent les clandestins, du non-respect supposé des règles par les étrangers, rendant encore leur présence encore plus insupportable.

« Oui, et aussi sur l'immigration, parce que on en fait tout un pataquès de ça, mais quand on à une zone comme par exemple par ici, ou même en France, quand on voit le taux de chômage et qu'on continue à laisser entrer des étrangers, alors qu'y a pas de travail pour eux, y a déjà pas de travail pour ceux qui y sont déjà, on continue à laisser entrer des gens pour venir travailler. Y a pas de travail à quoi bon les laisser venir, autant qu'ils essaient de tenter leur chance dans un autre pays, sachant que chez nous on peut déjà pas travailler. »

(END 13, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chérury)

« *(enquêteur)* Et qu'est-ce que vous pensez de l'action de l'Etat vis-à-vis de, des populations qui sont là, des immigrés qui sont en France, est-ce qu'on les traite bien? *(interviewé)* Moi je trouve que on prend beaucoup de gants oui tout à fait oui, oui oui. Si si, heureusement ils ont pas, je pense qu'ils ont pas à se plaindre. Et moi je serais eux, je m'accrocherais pour y rester. »

(*enquêteur*) C'est trop des fois peut-être ce...

(*interviewé*) Ouais c'est peut-être trop assistanat des fois aussi. Pareil. Vous êtes venu chez nous clandestinement, parce que moi je parle plus des clandestins que de tous les immigrés, les immigrés c'est autre chose hein, j'ai peut-être dérivé un peu mais, quelqu'un qui est immigré, qui est dans la loi, il trouve du travail, il vient ici, les papiers sont en règle, be, qu'il soit de tel pays ou de tel pays, non, il fait sa vie il a le droit hein, ça non. Mais je parle, par exemple les Roms euh, les clandestins. Je parle des clandestins hein. Les clandestins, ils viennent ici clandestinement, nous maintenant on les a sur le dos, on sait plus quoi en faire, on peut pas les renvoyer, ils ont pas de papiers, on sait même pas où il faut les renvoyer en plus c'est ça le comble. Donc hors la loi, ils ont pas de papiers, ils sont là. On peut pas les renvoyer quelque part, on a pas le droit. On connaît pas leur nation, on connaît pas... Qu'est-ce qu'on fait? Ils sont là, ils veulent vivre ici. Bon ben on leur donne leur chance, si on peut, ben, faut essayer de s'en occuper et puis créer quelque chose peut-être... Ouais, que déjà les gens normaux sont au chômage ils ont pas de boulot, alors eux on va leur donner du travail, comment? »

(END 14, homme, 36-47 ans, profession intermédiaire, Pont-de-Chéruy)

« Ah ben à la sortie de l'école c'est vrai qu'on entend pas parler français, hein. C'est pas « plus », c'est « pas », hein. Donc c'est vrai que ça c'est... ça c'est quand même un petit embêtant, hein. Je voudrais peut-être pas... donner l'idée d'arriver au système anglais, mais à la limite ce serait aussi bien, c'est que quand on vient en France, on s'engage à parler français euh... ben dans tous les lieux ouverts aux autres, quoi. Que ce soit dans la rue ou dans les commerces, ben on parle français. Qu'on parle sa langue maternelle à la maison je veux bien, mais quand on est dehors, qu'on parle français, quoi. Quand on est à attendre les enfants à l'école, qu'on parle français, quoi. Qu'on s'intègre.

(*enquêteur*) Ouais... vous, vous pouvez pas parler avec d'autres personnes parce que... elles parlent pas français, quoi...

(*interviewé*) Ouais, c'est ça. Et puis de toute façon, vous pouvez pas euh... faire quoi que ce soit parce que oui, vous êtes... c'est vous qui êtes margin..., mis de côté, parce que ben, vous parlez français, voilà, vous parlez pas autre chose, donc euh... end 16

Pour moi le problème majeur c'est le travail et c'est aussi lié à l'immigration actuelle, actuellement faudrait peut-être réduire un petit peu, pas laisser tout le monde et n'importe qui rentrer en France. Des gens qualifiés, oui, si on a besoin d'un maçon enfin de maçons on fait entrer des maçons ce qui fait qu'en France maintenant des maçons y en a à tire la Rigault. Si y a des gens qu'arrivent en France qui veulent travailler, moi j'suis maçon et j'veux travailler dans la maçonnerie, va voir dans un autre pays si y a du travail pour toi chez nous y en aura pas. »

(END 13, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

Les thèmes de l'Europe et de la mondialisation économique sont les vrais points de rupture dans l'électorat de Nicolas Sarkozy : en effet, cette question, retenue pour sa capacité à couper la population entre ceux qui en bénéficient et ceux qui en ressentent plus fortement les effets négatifs²⁵, segmente l'électorat de Nicolas Sarkozy en deux groupes. D'un côté, nous trouvons les personnes et les zones qui bénéficient de la construction européenne (politiques européennes de développement local, économie dynamique, ouverture culturelle...) et de l'autre les personnes et les zones dévastées par les évolutions

²⁵ KREISI Hans-Peter, « Globalization and the transformation of the national political space: six European countries compared », Working Paper présenté dans le cadre du séminaire du dispositif de recherche de l'UMR PACTE sur "Les effets de la mondialisation : construction du politique, innovation organisationnelle et changement social", Grenoble, 8/12/2006.

économiques de ces vingt dernières années (tertiarisation, délocalisation des industries, chômage important et reclassement difficile...)

Sur le thème de l'Union européenne, de sa construction et de ses élargissements, on trouve deux groupes : ceux qui ont voté oui au référendum sur le TCE, soit les cantons de Saint-Ismier et de Villard-de-Lans, et ceux qui ont refusé le TCE, le canton de Pont-de-Chéruy et la ville d'Echirolles. En effet, à Villard-de-Lans et à Saint-Ismier, elle est vue plutôt comme positive et nécessaire pour la France, qui est désormais dans une position difficile du fait du refus du TCE. Cependant, les élargissements devraient être stoppés car ils représentent une menace pour la croissance des pays les plus développés, les pays pauvres étant désormais plus nombreux que les pays riches et certains sont très en retard économiquement comme culturellement parlant : l'UE ne pourra donc pas les tirer en avant comme elle a pu le faire pour l'Espagne, le Portugal ou la Grèce.

« Et la retournée de bois vert on l'a maintenant, l'Europe elle se fait mais sans nous. On nous a foutu sur la touche. [...] Je dis que c'est le meilleur moyen, je leur disais, c'est le meilleur moyen que l'on a de lutter contre le monde entier, hein, lutter contre la Chine parce qu'attention la Chine elle est en train de se réveiller, elle va nous faire mal celle-là.

(END 44, homme, plus de 60 ans, retraité, Villard-de-Lans)

« Par rapport à la place des femmes. Certaines femmes dans l'Europe actuelle elles ont pas les mêmes droits que nous en France, les mêmes droits qu'on a en France quoi »

(END 25, femme, 36-47 ans, employée, Saint-Ismier)

« Le vote non c'est n'importe quoi. Ou alors on... je sais pas comment on va revenir en arrière, c'est pas possible. C'est un vote, pfff c'est ouai, ça a été présenté habilement par les gens qui... ouai on a assimilé ça à la mondialisation, à ... vous êtes plus maître de choisir ce que vous voulez faire chez vous... C'est facile hein, on fait peur aux gens. Non c'est débile, on va être obligé de, je sais pas comment, qui le fera, pour revenir là-dessus. »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

« Et puis heu, ouai, pfff puis entre les pays les plus riches en Europe, les pays les moins riches et les derniers arrivants, y'a de telles différences que pour arriver à un niveau heu forcément y'a un appauvrissement des plus riches, donc... Bon heu pff ce système de solidarité y fonctionne tout le temps déjà, à l'intérieur de la société, après on l'élargie heu ... »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

« Non, bon bah c'est bien d'essayer d'aller de l'avant, de toute manière, de former une communauté européenne, ouais, moi je trouve que c'est pas mal. Après c'est les retombées économiques qui sont un peu dures à supporter, mais sinon qu'on soit tous soudé ensemble, oui moi je trouve que c'est une force. »

(END 33, homme, 36-47 ans, artisans-commerçants, Saint-Ismier)

A Pont-de-Chéruy, les positions des électeurs sarkozystes sont diamétralement opposées. Non seulement l'image de l'Union européenne n'est absolument pas positive mais elle est perçue comme la principale cause du ralentissement de la croissance en France et des plus grandes difficultés auxquelles sont confrontés les Français dans leur vie quotidienne. Ainsi, le passage à l'euro a été la cause de l'inflation des prix ressentie par les ménages, l'ouverture des frontières a entraîné les délocalisations et le chômage. Au final, les enquêtés ont l'impression d'avoir été trahis : ils n'ont rien vu arriver des belles promesses

faites par les hommes politiques à propos de la construction européenne. Ils se sentent aussi dépassés et peu compétents pour répondre sur la constitution européenne.

« Moi j'étais contre si vous voulez, j'le dis, moi j'trouve que c'est pas une bonne chose cette constitution, puis même l'Union Européenne je commence à me demander si c'est une bonne chose, ça nous apporte rien et heu... »

(END 13, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« Euh, j'ai rien ressenti, à part qu'on a mis l'Euro, et puis que ça nous au contraire, ben ça nous baisse notre vie, notre vie, nos moyens en fait tout simplement. Ça nous baisse nos revenus hein, l'Euro, depuis que c'est sorti, ça nous a baissé nos revenus. »

(END 14, homme, 36-47 ans, profession intermédiaire, Pont-de-Chéruy)

« Il faut pas aller trop loin non plus, de vouloir tout faire entrer, tout les, toutes les nations qui veulent être dans l'Europe, certaines ça va leur apporter quelque chose mais les autres, ça va être dur aussi, parce que ça va leur enlever quelque chose, automatiquement. »

(END 14, homme, 36-47 ans, profession intermédiaire, Pont-de-Chéruy)

« Cette constitution européenne, je savais très bien qu'elle allait nous foutre dans le bouillon. Et c'est ce qu'elle a fait, parce que nous qui sommes ben peuple français, on a vu notre à notre porte monnaie ce que ça a fait hein. On s'en est pris 30% dans les dents quand même. A peu près, et depuis ça c'est pas arrêté, donc c'est vrai que le pouvoir d'achat ben, il est de plus en plus, enfin le budget pour notre pouvoir d'achat ben il devient de plus en plus important, nos salaires ont pas bougé, ce qui fait que c'est pour ça qu'il y a des gens ben comme nous, les classes moyennes, qui avons de plus en plus de mal à, à faire les fins de mois hein. »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« La seule chose que ça a changé c'est qu'on est plus obligé d'aller prendre rendez-vous à la banque quand on part dans un autre pays pour faire un changement de, de monnaie. »

(END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Je suis un peu contre, même beaucoup. Ou l'ouverture des frontières (inaudible; deux mots) à n'importe qui ou n'importe quoi qui peut se passer, parce que de toute façon il y a plus de frontières. Le boulot peut partir n'importe où. »

(END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Heu j'l'ai pas voté, parce que d'abord j'étais pas là, donc heu, j'ai certainement pas loupé le week-end pour un truc auquel j'y comprenais rien de toute façon. Et heu ben j'ai pas voté quoi, et je l'ai pas lue non plus. D'ailleurs on nous a tellement dit qu'elle était compliquée que ...Ben c'est-à-dire que... c'est pas mis au niveau de tout le monde. J'veux dire heu déjà c'est un pavé comme ça heu, ça parle économie heu... Peut-être pour des très heu, très férus de ces choses là, des politiciens ou heu... oui sûrement ça doit leur parler à eux mais nous ? Puis ça nous apporte quoi à nous ? 'Fin pour l'instant ça a rien apporté, 'fin j'veux dire les gens sont sceptiques et j'comprends bien hein. J'comprends bien. C'est pour ça en général, je vote toujours, ch'uis contrarié si je suis pas là, en général si je le fais pas c'est que je suis pas présente, mais là franchement heu j'en avais rien à faire quoi heu ... On a peut-être été mal préparés, mal informés heu »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

A Echirrolles, les positions sont plus nuancées : là encore l'Europe est perçue comme une des causes principales de la baisse du pouvoir d'achat des Français, mais la puissance potentielle qu'elle peut développer au niveau international est apprécié. Cependant, le refus du TCE est décrit aussi comme la manifestation d'un mécontentement contre le gouvernement et la classe politique française. En effet, malgré la grande médiatisation du débat, les explications nécessaires n'ont pas été apportées pour que l'ensemble de la population française puisse prendre la mesure de tous les enjeux de ce référendum.

« Ah ça a été aussi très très très médiatisé, à mon souvenir. C'était nécessaire mais je pense qu'on a pas eu l'information adéquate pour prendre, pour comprendre toute l'ampleur peut-être, je... »

(END 05, femme, 18-35 ans, employée, Echirolles)

« *(enquêteur)* : Selon vous, qu'a voulu dire le non à la constitution européenne à l'occasion du référendum de mai 2005? Quel sens peut-on apporter au non?

(interviewé) Copie à revoir, ouais. Je pense que c'est ça. Par rapport à mon entourage, je pense que, je pense que c'est ça ouais. Oui. Je pense que la France a un problème de manque de pédagogie par rapport à ces couches sociales. C'est peut-être fort ce que je dis là mais... J'ai l'impression que c'est pas assez adapté. [...] Mais c'est des idées, mais il faut qu'elle soit à l'échelle mondiale, mais sans vouloir être la toute puissance quoi, je pense pas, faut qu'elle ait une autre éthique. Je suis vraiment, je suis vraiment portée sur des questions d'éthiques quoi, si si la puissance militaire et économique, ouais mais bon, ça fera pas tourner l'évolution complètement. Ça fera pas évoluer toute l'humanité en permanence quoi »

(END 05, femme, 18-35 ans, employée, Echirolles)

En second lieu, la mondialisation est perçue comme un facteur expliquant les délocalisations et la montée du chômage en France. Si ce phénomène reste quand même assez flou et difficile à décrire pour tous les enquêtés, il n'est pas non ressenti de la même façon selon les zones étudiées. En effet, à Saint-Ismier et à Villard-de-Lans, elle est acceptée, on s'en méfie, mais dans l'ensemble on la ressent assez peu au quotidien. La mondialisation peut aussi être un moyen d'aider les pays qui connaissent un retard de développement de le dépasser et de rattraper les pays plus riches.

« Et y'a la mondialisation qui est là. Faut pas s'imaginer, on est plus tout seul. Y faut plus se regarder le nombril, y faut bosser [...] Et ça, et nous on es loin de voir la mondialisation, et alors ce que veut faire Le Pen, au contraire, lui y veut fermer les frontières, il veut qu'on vive à notre en autarcie. C'est pas comme ça que on va s'en sortir, hein. C'est pas comme ça, au contraire, y faut aller vers eux et y faut se bagarrer, y faut lutter, hein. C'est pour ça, vous les jeunes vous avez du boulot hein, vous avez du boulot parce qu'y va falloir lutter avec tous les jeunes du monde entier hein. Parce que ça c'est un truc qui est parti, maintenant on va plus pouvoir l'arrêter la mondialisation, hein. Donc y va falloir vivre avec hein [...] Ah moi je trouve que c'est positif, ah oui, ah oui, oui, oui. Bien sûr, bien sûr. Pourquoi pas ? Pourquoi pas ? C'est fini de vivre en autarcie maintenant. C'est terminé. On vivait en autarcie avant la guerre de 40 ! Hein, là on pouvait se le permettre encore y'avait du travail pour tout le monde mais maintenant c'est plus le cas, c'est plus le cas. Pourquoi voulez-vous, pourquoi voulez-vous empêcher un ouvrier qui a envie d'aller travailler en Pologne ou en Italie d'y aller ? Et pourquoi eux ne viendraient pas ici ? »

(END 44, homme, plus de 60 ans, retraité, Villard-de-Lans)

« Ben heu pff, qu'on essaye de leur donner... je sais pas comment dire... de leur donner... de faire des, des... De leur donner, comment on pourrait dire, qu'avec nos technologies à nous et notre savoir faire on essaye de leur apprendre (apprendre c'est un grand mot ça j'trouve apprendre), 'fin de leur donner les moyens de se débrouiller un peu plus sans qu'y ait toujours quelqu'un derrière heu ... Leur donner, leur montrer comment on fait et après heu que derrière eux y puissent se débrouiller un peu plus. Sans que y'ait toujours des grosses heu, des grosses entreprises qui soient toujours sur eux, qui soient heu... »

(END 25, femme, 36-47 ans, employée, Saint-Ismier)

« *(enquêteur)* : Et vous pensez que par rapport à ça la mondialisation elle a des effets positifs ou négatifs ?

(interviewé) : Je sais pas. Ça par contre... Bon ce qu'ils disent... maintenant après on ne sait pas ce qu'il va nous arriver, hein. Je sais pas, mais bon. C'est des choses... c'est sûr qu'il faut que ça change, quoi. »

(END 29, femme, 36-47 ans, employée, Saint-Ismier)

« Ben pour moi heu c'est, c'est, on joue, on a ouvert, on joue à un jeu tous là mais on a pas les mêmes règles pour y jouer mais on a décidé que on allait tous se mettre heu ensemble. On va faire une course donc tout le monde arrive. Y'en a là qui sont avec leurs baskets, d'autres avec les chaussures de ski, même les skis pour courir, et puis heu faut arriver le premier là-bas au bout donc heu ouai c'est. Et on peut tout faire, tous les coups sont permis pour y arriver, y'a aucun souci donc heu et ben le, celui qui a les grosses chaussures là on va le changer de pays, on va lui enlever les chaussures et il ira plus vite, 'fin voilà. Les délocalisations et ... Perdre des savoirs faire ici pour les mettre ailleurs puis après les mettre ailleurs, ça va, ça va... ça fait quoi, qu'est-ce ... C'est n'importe quoi. On a créé l'Europe, ça sert à quoi si on peut même pas protéger... Je sais pas. C'est une analyse à 2 € même pas mais... »

(END 30, homme, 48-59 ans, profession intermédiaire, Saint-Ismier)

A Pont-de-Chéruy et à Echirolles, la mondialisation reste une idée, un concept flou difficilement définissable mais les enquêtés perçoivent le phénomène comme quelque chose dont ils sont victimes : la mondialisation attaque leurs emplois et les met en concurrence directe avec les pays émergents, ils payent au travers de leurs impôts les pots cassés de la mondialisation et elle représente en outre une atteinte à la culture et aux valeurs françaises. La mondialisation est essentiellement subie, le peu d'effets positifs lorsque la mondialisation bénéficie à la France ne les concerne pas d'assez près pour compenser l'image négative qu'ils ont du phénomène.

« Oui logiquement les pays déjà bien développés vont y perdre comparé aux pays moins développés, comme par exemple la Chine où il manque du travail où la main d'œuvre coûte pas cher forcément mais les entreprises des pays développés ou la main d'œuvre à un certain coût vont aller s'installer en Chine ou à Taiwan là où ça coûte rien entre guillemets, les pays développés qui sont perdants les pays en voie de développement y gagnent c'est tant mieux pour eux, moi personnellement je suis dans un pays déjà développé, mais ça m'embête un peu. »

(END 13, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« En plus toutes les entreprises elles s'en vont donc... Là aussi, par rapport à toutes les entreprises tiens, un sujet très intéressant, là il y aurait beaucoup d'économies à faire, ou beaucoup d'argent à gagner, parce que toutes les entreprises qui sont venues s'installer en France, ou qui se sont installées en France avec des subventions de l'Etat, c'est-à-dire avec nos impôts, moi ces entreprises qui aujourd'hui licencient du personnel parce qu'elles dégagent des bénéfices, et puis pour faire encore mieux il faut licencier, moi je dis que ces entreprises là, elles devraient payer des amendes, déjà rembourser toutes les aides qu'elles ont eu de par le gouvernement français, qu'elles soient des entreprises françaises ou étrangères venues en France, mais qu'elles remboursent ce que le gouvernement français leur a donné pour s'installer, mais avec des pénalités par rapport, je sais pas ça ça serait à eux de voir, par rapport au pourcentage de licenciement qu'ils font en France, et par rapport au pourcentage de bénéfices qu'ils dégagent. Et là je pense que ça ferait une sacrée manne qui rentrerait dans la poche de la France. Parce que ça c'est pas normal qu'on nous dise oui mais là-bas la main d'œuvre elle est moins chère qu'en France. »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Parce que moi je dis que chaque pays est particulier, chaque pays doit vivre avec, ben ses, ses avoir faire, euh en Afrique moi je vois pas l'intérêt pour un Africain de savoir, comment dire, d'arriver à se faire un steak frites, alors qu'il est très heureux avec je sais pas quel plat, un plat de manioc ou je sais pas quoi! [...] Nous c'est l'agriculture, on avait des industries de, ben minerai, bon ben c'est fini, mais qu'on reste chacun avec nos spécificités [...] La mondialisation, pour moi c'est pas ça. La mondialisation pour moi, c'est aider les gens sur leur pays à se développer, à développer leur richesse, à améliorer leur niveau de vie, mais sur place! »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« On la subit, je dirais. On la subit, mais... On... Je me sens pas jouer un grand rôle dans la mondialisation. On la subit, et on la cautionne. Comme je vous disais, toujours revenir à... je reviens toujours à la même chose, mais on cautionne les enfants... A des bas prix »

(END 21, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« Enfin mondialisation heu ... heu ... 'fin à ce niveau là c'est plutôt de l'exploitation. Oui ça se mondialisation si vous voulez mais heu c'est de l'exploitation. Y'a un constructeur Japonais, Toyota, qui a fait un truc super bien, que je trouvais très bien justement, là c'est de la mondialisation, qui apporte des, du travail. C'est d'implanter la boîte heu en France. Toyota y fait, y construit en France, y fait travailler. Ça c'est de la mondialisation mais heu dans le bon sens. Mais par contre Adidas qui va faire faire ses baskets en Chine ou au Maroc heu, ça non c'est de l'exploitation. Y'a pas de ... 'fin j'trouve que les japonais en faisant ça heu ... bon ça leur rapporte certainement, mais nous ça nous apporte aussi des choses. Ca nous apporte des emplois heu, ça nous apporte... »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

Toujours lié aux thèmes de l'Europe et de la mondialisation, les niveaux de vie des électeurs de Nicolas Sarkozy et de leurs familles semblent bien différents d'un canton à l'autre. Ainsi, à Saint-Ismier et à Villard-de-Lans, la diminution du pouvoir d'achat des ménages n'est presque pas mentionnée par les enquêtés, ou seulement au détour d'une phrase. Tandis qu'à Echirolles et à Pont-de-Chéruy, l'inflation a touché les populations et occupe une part importante de leur discours. Cette perte de pouvoir d'achat est liée, dans leur idée, à l'introduction de la monnaie unique mais aussi aux taxes importantes qui pèsent sur des produits de nécessité courante.

« Maintenant faut avoir le permis, pour s'en sortir hein. Au prix où est le permis on fait comment ? Voilà. Tout rentre en ligne de compte, tout. Tout, hein, puis maintenant on veut du boulot bon ben la région est saturée hein. Donc il faut partir, il faut trouver du boulot, mais bon... Pour trouver du boulot, 40, 50 km d'ici. Vous passez quoi, moitié de votre salaire dans l'essence. C'est pas évident non plus hein. Puis les salaires ils suivent pas le coût de la vie. Donc c'est tout un cercle vicieux. Tout s'enclenche. »

(END 11, femme, 48-59 ans, ouvrière, Echirolles)

« Même tout c'qui est pour l'essence c'est taxé à plus de soixante dix pour cent, j'suis tout le temps en réserve moi, en étant jeune tu peux pas mettre un plein toutes les semaines, financièrement j'peux pas. »

(END 13, homme, 18-35 ans, ouvrier, Pont-de-Chéruy)

« Jusqu'à présent, de ma génération, bon c'est récent l'Europe hein, réellement. Euh, j'ai rien ressenti, à part qu'on a mis l'Euro, et puis que ça nous au contraire, ben ça nous baisse notre vie, notre vie, nos moyens en fait tout simplement. Ça nous baisse nos revenus hein, l'Euro, depuis que c'est sorti, ça nous a baissé nos revenus. »

(END 16, femme, 48-59 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« (enquêteur) : Justement, qu'est-ce que vous pensez que sont les grands problèmes de la société aujourd'hui au niveau global quoi? »

(interviewé) : Les salaires. C'est surtout les salaires.

(enquêteur) : C'est-à-dire ils sont trop bas?

(interviewé) : Ben oui ils sont trop bas, oui ils sont trop bas. Pour des personnes qui travaillent depuis plus de dix ans dans la même entreprise et qui sont toujours au SMIC, heureusement le SMIC augmente un petit peu, sinon il y aurait pas d'augmentation. Donc ça ça permet pas d'évoluer. Avant, arrivé la trentaine, on pouvait se permettre d'acheter une maison. Ben à 30 ans maintenant on peut pas acheter de maison. Pas avec les salaires qu'on a, pas avec les garanties, et le coût de, de l'immobilier en ce moment c'est impossible. C'est impossible de pouvoir acquérir un bien, ou alors très petit ou énormément à rénover, donc, ou au très fin fond de la campagne et encore même là-bas, maintenant... »

(END 18, femme, 18-35 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Assurance je l'ai dit, y'a le carburant heu, 'fin moi je parle en tant que ménagère, faire les courses ça devient aberrant maintenant ! Faire, vous en avez pour 100 ; 120 € pour une famille de 4 heu c'est monumental les sommes que ça coûte. Tout ça l'un dans l'autre ça fait que ben, que le budget il a vite fait d'exploser et qu'est-ce qu'y reste pour la détente, pour les loisirs ? Et ben en fin de compte y reste heu pas grand chose. Heu, partir en vacances ça devient un casse tête à partir du moi de novembre parce que j'aimerais faire ça, mais bon y faut heu y faut que je fasse un budget pour que je paye tous les mois pour que 'Fin tout est cher ! Les impôts sont chers, la vie est chère, par contre les salaires eux y bougent pas hein ! »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Ah oui, ah oui oui oui. C'est depuis qu'on est de passage à l'euro, ah ouai c'est ... Quand vous voyez qu'une flûte ça coûte 1€50, c'est 10 francs quoi, c'est heu ... C'est de la folie, et je vous dis le salaire lui n'a pas bougé hein »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

« Et maintenant avec le temps j'me rends compte que ça coûte cher quoi, on fait pas un plein au supermarché sans en avoir pour au minimum 150 € quoi ! C'est 1000 francs 150€, sur un salaire de... c'est, c'est, c'est énorme ! Moi y'en a j'me demande comment y font, franchement j'me demande comment y font. »

(END 24, femme, 36-47 ans, employée, Pont-de-Chéruy)

Conclusion

Immigration, Union européenne, mondialisation, pouvoir d'achat, toutes ces questions sont centrales pour toute une partie de l'électorat de Nicolas Sarkozy, la frange la plus modeste, la plus populaire, celle qu'il a réussi à reprendre au Front National, qui la courtisait depuis vingt ans. A cet électorat, s'ajoute l'électorat plus classique de la droite modérée française allant des libéraux aux gaullistes en passant par les centristes et les électeurs volatiles, optant pour un camp ou l'autre en fonction des enjeux et des personnages, ainsi que certainement – même si là n'était pas notre propos – une fraction de l'électorat socialiste, peu convaincu par la campagne tâtonnante de Ségolène Royal et du Parti socialiste.

Nicolas Sarkozy a réussi le pari de rallier à sa candidature la majorité des Français, malgré leurs intérêts différents. Cet ensemble composite s'est rassemblé autour de thèmes fédérateurs : le travail, la lutte contre le chômage, la remise en cause des 35 heures, la nécessaire modernisation de l'appareil d'Etat français, la lutte contre les insécurités (routière, délinquance), le contrôle de l'immigration clandestine, la maîtrise de la dette publique... Tous ces thèmes se sont avérés importants dans le choix du candidat que nous ont rapporté nos enquêtes, avec des différences selon les parcours de chacun et les lieux de vie.

Si les voix rassemblés par un Président de la République sont forcément disparates, il n'en reste que la prise en compte des contextes locaux, des environnements quotidiens des électeurs avec leurs problèmes, leurs traditions politiques, leur insertion dans l'économie mondialisée permet d'approfondir l'hétérogénéité d'un électorat et la complexité de la « formation du jugement politique » de chaque électeur, chacun faisant la balance entre ses intérêts, ses perceptions du monde dans lequel il évolue et de son système de valeurs et de croyances.

